



COMITÉ DES FORÊTS

Vingt-sixième session

3-7 octobre 2022

Situation des forêts du monde 2022: des solutions forestières pour une relance verte et des économies inclusives, résilientes et durables

Résumé

L'édition 2022 de *La Situation des forêts du monde* analyse le potentiel de trois solutions forestières pour parvenir à un redressement vert et s'attaquer aux crises planétaires multidimensionnelles, telles que le changement climatique et la perte de biodiversité.

Les trois solutions liées entre elles consistent à: i) mettre un terme à la déforestation et préserver les forêts; ii) remettre en état les terres dégradées et développer l'agroforesterie; iii) utiliser les forêts de manière durable et créer des chaînes de valeur vertes. La mise en pratique, simultanée et équilibrée, de ces trois solutions peut permettre de produire des avantages économiques et sociaux durables pour les pays et leurs communautés rurales, de contribuer à répondre durablement à la demande mondiale croissante de matériaux et de relever les défis environnementaux.

La Situation des forêts du monde 2022 examine les données et présente les éléments concrets concernant la faisabilité et la valeur de ces solutions, et décrit les premières mesures qui pourraient être prises pour les mettre en œuvre. Une action urgente est nécessaire pour maintenir l'augmentation de la température au niveau mondial en dessous de 1,5 °C, réduire le risque de futures pandémies, assurer la sécurité alimentaire et la nutrition pour tous, éliminer la pauvreté, préserver la biodiversité de la planète et offrir à la jeunesse l'espoir d'un monde meilleur et d'un avenir meilleur pour tous.

Suite que le Comité est invité à donner

Le Comité est invité à:

- prendre note des principales conclusions de l'édition 2022 de *La Situation des forêts du monde* et inviter les Membres à veiller à ce que le rôle essentiel des forêts et des arbres et le potentiel transformateur des solutions forestières soient pleinement pris en compte et dûment évoqués au sein des instances internationales consacrées à l'environnement, à la transformation des systèmes agroalimentaires et au développement, ainsi qu'au niveau national, le cas échéant;

Le Comité souhaitera peut-être recommander à la FAO:

- d'engager un dialogue avec les Membres et les partenaires sur les solutions forestières en tant que moyen d'atteindre simultanément des objectifs économiques et environnementaux, et soutenir les Membres, à leur demande, dans les efforts qu'ils déploient pour intégrer ces solutions dans le cadre de politiques et de programmes plus vastes axés sur la transformation des systèmes agroalimentaires et visant à assurer la concrétisation des objectifs de développement durable et des engagements internationaux connexes;
- d'aider les Membres, à leur demande, dans les efforts qu'ils déploient pour accroître les investissements et intensifier les actions visant à mettre en œuvre les trois solutions forestières, en adoptant les bonnes pratiques et les innovations et en refusant les solutions toutes faites, notamment en renforçant les capacités, en établissant des partenariats stratégiques, en mettant en œuvre des approches inclusives et en facilitant un meilleur accès au financement;
- de continuer à soutenir les Membres, à leur demande, dans les initiatives visant à donner les moyens aux parties prenantes locales, en particulier les petits producteurs et les organisations de producteurs connexes, les femmes, les jeunes, les peuples autochtones, les populations locales et les groupes marginalisés, et à les encourager à jouer un rôle de premier plan dans l'intensification de l'action menée sur le terrain en faveur des solutions forestières, afin de construire des économies et des sociétés locales plus résilientes.

Pour toute question concernant le contenu du présent document, prière de s'adresser à:

M. Ewald Rametsteiner
Directeur adjoint
Division des forêts
Tél.: (+39) 06 570 53592
Ewald.Rametsteiner@fao.org

(Veuillez adresser une copie à: COFO@fao.org)

I. Introduction

1. **L'humanité est confrontée à de multiples menaces au niveau mondial:** la pandémie de covid-19 et les difficultés économiques qu'elle entraîne, l'insécurité alimentaire, la pauvreté, le changement climatique, les conflits, la dégradation des terres et des ressources en eau, la désertification et la perte de biodiversité. Il ne peut y avoir d'économie prospère si la planète n'est pas en bonne santé. Les forêts et les arbres peuvent jouer un rôle crucial face à ces crises et dans l'instauration d'économies durables.

2. Alors que le monde est à la recherche de solutions à grande échelle ayant un bon rapport coût-efficacité, qui soient équitables et qui puissent être mises en application rapidement, *La Situation des forêts du monde 2022*¹ présente trois solutions liées entre elles et faisant appel aux arbres et aux forêts, qui peuvent faciliter la relance de l'économie et de l'environnement, notamment: 1) mettre un terme à la déforestation et préserver les forêts; 2) remettre en état les terres dégradées et développer l'agroforesterie; 3) utiliser les forêts de manière durable et créer des chaînes de valeur vertes.

3. *La Situation des forêts du monde 2022* a été lancé à l'occasion du XV^e Congrès forestier mondial, le 2 mai 2022, au cours d'un dialogue de haut niveau sur le thème: «Construire un avenir respectueux de l'environnement, sain et résilient avec les forêts», qui a apporté un nouvel élan au Congrès. Ce lancement de haut niveau a été accompagné d'une présentation détaillée, par les principaux auteurs, des conclusions et des messages clés du rapport, qui figurent dans les sections I, III, IV, V et VI.

II. Les forêts et les arbres fournissent des biens et des services écosystémiques indispensables mais ils sont sous-évalués dans les systèmes économiques

4. **Les forêts sont une ressource d'importance mondiale et sont essentielles à l'atténuation du changement climatique.**

Elles couvrent 31 pour cent de la superficie des terres émergées (4,06 milliards d'hectares), mais elles vont se réduisant. Le rythme de la déforestation diminue, mais 10 millions d'hectares ont été perdus chaque année, de 2015 à 2020, en raison de l'affectation des terres à d'autres utilisations. La biodiversité forestière continue d'être menacée par la déforestation et par la dégradation des forêts. Le changement climatique représente un risque majeur pour la santé des forêts, ce qui se traduit par l'incidence et la gravité accrues des feux de forêt et de la présence d'organismes nuisibles.

5. **Dans la lutte contre les changements climatiques, les arbres et les forêts sont des moyens essentiels.** Les forêts contiennent 662 milliards de tonnes de carbone. A cours de la période 2011-2020, elles ont absorbé plus de carbone qu'elles n'en ont émis, grâce au reboisement, à une meilleure gestion des forêts et à d'autres facteurs. Les forêts ont tout un ensemble d'autres effets sur le changement climatique; elles ont par exemple une incidence sur l'albédo, sur la quantité de vapeur d'eau présente dans l'atmosphère et sur les émissions d'aérosols, avec des répercussions considérables au niveau régional sur les précipitations et par conséquent sur l'agriculture pluviale.

6. **Les sociétés tirent des avantages des forêts et en sont fortement dépendantes, mais une grande partie des populations qui vivent à proximité des forêts n'en tirent pas des avantages suffisants.** On estime que plus de la moitié du produit intérieur brut (PIB) mondial, qui s'élevait à 84 400 milliards d'USD en 2020, dépend à un degré modéré (pour 31 000 milliards d'USD par an) ou élevé (pour 13 000 milliards d'USD par an) des services écosystémiques, dont les services fournis par les forêts. La valeur que représentent certains services écosystémiques forestiers (les loisirs et la chasse, l'habitat, les produits forestiers autres que le bois d'œuvre et les services liés à l'eau) est estimée à 7 500 milliards d'USD. On estime à 33 millions le nombre de personnes qui sont employées directement ou indirectement dans les secteurs forestiers formel et informel, ce qui représente 1 pour

¹ <https://www.fao.org/publications/sofo/2022/fr/>.

cent de l'emploi mondial. Un tiers environ de la population mondiale (soit quelque 2,6 milliards de personnes) utilisent du bois et d'autres combustibles traditionnels pour faire la cuisine. Les aliments forestiers prélevés dans la nature permettent d'accroître la sécurité alimentaire et la nutrition des populations qui vivent à proximité des forêts, en particulier dans les zones reculées des régions tropicales et subtropicales, qui tirent également un quart de leurs revenus des forêts. On estime que 4,17 milliards de personnes, soit 95 pour cent des personnes vivant en dehors des zones urbaines, vivent à moins de 5 km d'une forêt et 3,27 milliards à moins de 1 km. Il existe probablement une forte corrélation entre la proximité de la forêt et l'extrême pauvreté, étant donné que 80 pour cent des personnes en situation de pauvreté extrême vivent dans des zones rurales.

7. La pandémie de covid-19 a eu des retombées majeures sur les chaînes de valeur et le commerce forestiers au début de l'année 2020. La plupart des secteurs ont connu une reprise rapide, mais le risque de futures pandémies demeure.

La production de papiers graphiques, comme le papier journal, par exemple, a baissé de plus de 11 pour cent en 2020 mais a augmenté en ce qui concerne certains autres types de papiers, notamment ceux utilisés pour l'emballage. La pandémie pourrait avoir des effets à plus long terme sur les combustibles ligneux, du fait que 124 millions de personnes de plus auraient basculé dans l'extrême pauvreté. On pourrait voir apparaître à plus long terme un nexus forêts-maladies. Plus de 30 pour cent des nouvelles maladies recensées depuis 1960 sont attribuées à un changement d'affectation des terres, y compris à la déforestation, et sur 250 maladies infectieuses émergentes, 15 pour cent ont un lien avec les forêts. La déforestation, en particulier dans les régions tropicales, s'accompagne d'une augmentation des maladies infectieuses - dengue et paludisme notamment. Le Programme de développement durable à l'horizon 2030 et les objectifs de développement durable préconisent des transformations fondamentales, des approches intégrées et des solutions aux obstacles structurels qui freinent le développement durable, tout en reconnaissant le rôle crucial que joue l'agriculture durable dans les relations entre les populations humaines, la planète et la prospérité.

III. Trois solutions forestières liées entre elles pourraient contribuer à la relance verte et à la transition vers des économies durables

8. L'arrêt de la déforestation et la préservation des services écosystémiques forestiers seraient bénéfiques au climat, à la biodiversité, à la santé et à la sécurité alimentaire à long terme. Il s'agit de l'une des mesures d'atténuation du changement climatique qui pourrait présenter le meilleur rapport coût-efficacité si les efforts s'intensifiaient. L'arrêt de la déforestation et l'entretien des forêts permettraient d'éviter l'émission de 3,6 +/- 2 gigatonnes d'équivalent dioxyde de carbone par an entre 2020 et 2050, dont 14 pour cent environ de ce qui est nécessaire jusqu'en 2030 pour maintenir le réchauffement planétaire en dessous de 1,5 °C, tout en sauvegardant plus de la moitié de la biodiversité terrestre. Il est indispensable de mettre en place des systèmes agroalimentaires plus efficaces, plus productifs et plus durables pour répondre aux besoins alimentaires futurs, tout en réduisant la demande de terres agricoles et en préservant les forêts et les multiples avantages qu'elles apportent aux systèmes agricoles. Le coût des stratégies mondiales de prévention des pandémies qui consistent à réduire le commerce illégal des espèces sauvages, à éviter les changements d'affectation des terres et à accroître la surveillance est compris, selon les estimations, entre 22 et 31 milliards d'USD. Divers choix de politiques répondent à cette solution, notamment le découplage des produits agricoles et de la déforestation, la réduction des émissions causées par le déboisement et la dégradation des forêts dans les pays en développement (REDD+), les approches intégrées axées sur les paysages, le renforcement de la gouvernance et le respect des lois. La collaboration de nombreuses parties prenantes peut permettre de réaliser des progrès afin de mettre un terme à la déforestation.

9. La restauration des forêts et des paysages et l'agroforesterie permettent de diversifier les moyens d'existence et les paysages et d'accroître la productivité des terres. La restauration et l'augmentation du couvert arboré pour 1,5 milliard d'hectares de terres dégradées pourrait permettre

d'accroître la productivité agricole d'un autre milliard d'hectares. La remise en état de terres dégradées au moyen du boisement et du reboisement pourrait permettre de prélever dans l'atmosphère, pour un bon rapport coût-efficacité, 0,9 à 1,5 gigatonnes d'équivalent dioxyde de carbone par an entre 2020 et 2050. Selon une estimation, la remise en état, d'ici à 2030, de 350 millions d'hectares de terres déboisées ou dégradées pourrait apporter un bénéfice net de 700 à 9 000 milliards d'USD, et de 7 à 30 USD pour chaque dollar investi. Le reboisement et l'agroforesterie ne deviennent rentables qu'au bout d'un certain temps, ce qui fait obstacle à leur développement. Tout indique que des investissements dans la restauration, bien planifiés et convenablement exécutés, apporteront des avantages nets. Si l'on veut que l'agroforesterie soit adoptée à plus grande échelle, il convient de prendre des mesures d'incitation et d'effectuer des investissements stratégiques qui permettent de réaliser les objectifs de restauration et d'amélioration de la production.

IV. Utiliser les forêts de manière plus durable et créer des chaînes de valeur vertes permettrait de répondre à la demande future en matières premières et faciliterait l'instauration d'économies durables

10. **Les investissements dans les forêts sont très en-deçà du niveau requis.** Le financement total des solutions forestières doit être multiplié par trois d'ici à 2030 et par quatre d'ici à 2050 si l'on veut que les objectifs mondiaux en matière de climat, de biodiversité et de lutte contre la dégradation des terres soient atteints. Le secteur privé est une source importante de financement pour les forêts, en particulier en ce qui concerne les solutions «restauration» et «utilisation durable» – on estime qu'il représente 14 pour cent environ du total actuel des flux de financement qui vont à des solutions fondées sur la nature, y compris au secteur forestier. Les plans de relance mis en place suite à la pandémie de covid-19 sont rarement dotés d'éléments solides permettant de mobiliser des fonds en faveur de solutions forestières. En mai 2021, les mesures vertes mises en place dans les 87 plus grosses économies mondiales représentaient tout juste 2,6 pour cent du total des dépenses budgétaires consacrées à la pandémie.

11. **Toutes les sources de financement – fonds publics nationaux, fonds privés et aide publique au développement – devront être sollicitées, et de nouvelles approches se font jour.** Il existe au moins trois leviers d'action à fort potentiel permettant de mettre en œuvre des solutions forestières à plus grande échelle: 1) le passage à des financements publics nationaux plus soucieux de l'environnement; 2) la mise en place de financements climatiques pour les approches axées sur les forêts; 3) le passage à des marchés financiers plus «verts» au moyen d'outils de réglementation et de surveillance, avec un positionnement clairement axé sur les solutions forestières.

12. **Rediriger les formes de soutien qui sont délétères aux plans social et environnemental et améliorer l'environnement réglementaire pourrait permettre de libérer des financements considérables au profit des solutions forestières.** La réaffectation des subventions agricoles – qui s'élèvent actuellement à près de 540 milliards d'USD par an – à l'agroforesterie et au secteur forestier pourrait contribuer à éviter les effets néfastes inhérents à 86 pour cent de ces subventions.

13. **Faire en sorte que les financements parviennent aux petits producteurs sera essentiel à la mise en œuvre des solutions forestières.** Les petits exploitants agricoles, les peuples autochtones et les communautés locales, dans les pays en développement, voient moins de 2 pour cent des fonds destinés à l'action climatique parvenir jusqu'à eux. Un appui supplémentaire est nécessaire pour développer des portefeuilles de projets et de programmes capables d'attirer les investissements et de tirer parti des possibilités de financement émergentes.

V. Les petits exploitants, les communautés locales et les peuples autochtones ont un rôle crucial à jouer dans le développement des solutions forestières à plus grande échelle

14. **Il est essentiel que les petits exploitants, les communautés locales et les peuples autochtones participent aux solutions forestières.** Les petits exploitants, les communautés locales et les peuples autochtones possèdent ou gèrent au moins 4,35 milliards d'hectares de forêts et de terres agricoles.

15. **Les acteurs locaux peuvent être des gardiens des forêts efficaces et peu coûteux.** Les petits exploitants qui bénéficient de droits fonciers sûrs ont tendance à investir à plus long terme dans leurs terres et leurs forêts, par rapport à ceux qui ne bénéficient d'aucune sécurité foncière ou seulement de droits à court terme.

16. **Les droits forestiers coutumiers sont de plus en plus reconnus par la loi, mais les progrès ne sont pas uniformes.** Il est indispensable d'accélérer la formalisation des droits coutumiers et des droits collectifs afin d'assurer la protection des forêts restantes et de mobiliser des ressources aux fins de la relance. Les gouvernements peuvent promouvoir la restauration et l'agroforesterie en offrant, par exemple, des droits sûrs et à long terme sur les arbres et les produits qui en sont issus, en échange de l'adoption de bonnes pratiques de gestion telles que l'agroforesterie durable.

17. **Les organisations de producteurs locaux et d'autres groupes compétents peuvent contribuer à la mise en œuvre des trois solutions forestières, mais ils ont besoin de soutien.** On compte plus de 8,5 millions de groupes de coopération sociale dans le monde et ceux-ci ont une influence croissante dans le secteur forestier.

18. **Renforcer les capacités et produire des connaissances en collaboration avec les petits exploitants, les communautés locales et les peuples autochtones contribuerait à développer les trois solutions forestières à plus grande échelle.** Il s'agirait, dans un premier temps, de réinvestir dans des programmes de vulgarisation axés sur les forêts et l'agroforesterie; ces programmes pourraient prendre la forme d'écoles pratiques d'agriculture et de pastoralisme ou d'initiatives d'apprentissage sur le tas au sein des communautés forestières. Le recensement et l'exploitation des diverses sources de connaissances et des technologies nouvelles pourrait faciliter la mise en place de solutions novatrices et inclusives ancrées dans les systèmes locaux. Des politiques d'appui pourraient être mises en place en vue de renforcer les capacités dans le secteur forestier, sur la base de partenariats et d'engagements entre les détenteurs de connaissances traditionnelles et les organisations d'enseignement, de formation et de services. La mobilisation des technologies et des services numériques et l'investissement dans ce domaine pourrait contribuer à accélérer le changement ainsi que l'adoption des trois solutions forestières.

VI. Les solutions forestières, moyen de parvenir à une relance verte et à des économies résilientes?

19. **La plupart des pays ont déjà pris d'importantes mesures à l'appui des solutions forestières, quoique peu semblent dotés de politiques cohérentes pour les promouvoir toutes les trois et en renforcer la complémentarité.** On observe un net élan au plan international, et le moment est idéal pour mettre en place des stratégies ambitieuses visant à faire passer les trois solutions à la vitesse supérieure, de manière à ce qu'elles se renforcent mutuellement et permettent d'accroître la résilience.

20. **Les trois solutions forestières comportent des risques économiques, sociaux, politiques et environnementaux.** Il existe par exemple un risque que les investisseurs, y compris les petits exploitants, ne réussissent pas à investir dans des projets plus rentables; d'un autre côté, la diversification offerte par ces solutions pourrait accroître la résilience économique des acteurs locaux.

Un autre risque tient au fait que le changement climatique peut constituer une menace pour la viabilité des efforts de restauration, ce qu'il conviendra d'atténuer par une gestion adaptative.

21. **Quatre actions seraient envisageables pour les prochaines étapes:** 1) orienter le financement de la relance vers des politiques à long terme visant à créer des économies et des emplois verts à caractère durable et mobiliser davantage l'investissement privé; 2) donner des moyens aux acteurs locaux et les motiver afin qu'ils jouent un rôle moteur dans les solutions forestières; 3) engager un dialogue sur l'utilisation durable des forêts comme moyen d'atteindre à la fois les objectifs économiques et environnementaux; 4) tirer le meilleur parti possible des synergies entre les trois solutions forestières et entre l'agriculture, les forêts, l'environnement et d'autres domaines d'action, et trouver les meilleurs compromis possibles.

VII. Intégrer les principales conclusions de l'édition 2022 de La Situation des forêts du monde dans les activités de la FAO

22. La pandémie de covid-19 et les conflits ont accentué les enjeux liés à l'éradication de la faim et de la pauvreté, et accru l'urgence de cette action. **Il ne peut y avoir d'économie prospère si la planète n'est pas en bonne santé.** La dégradation de l'environnement contribue au changement climatique, à la perte de biodiversité et à l'apparition de nouvelles maladies. Il importe de trouver des solutions applicables à grande échelle, qui soient rentables et équitables et qui puissent être mises en œuvre rapidement.

23. La protection, la restauration et l'utilisation durable des forêts peuvent aller de pair avec une transformation plus large des systèmes agroalimentaires et contribuer à la renforcer. La transformation des systèmes agroalimentaires mondiaux a commencé, comme en témoignent le Sommet des Nations Unies sur les systèmes alimentaires 2021 et les initiatives qui y sont liées. D'autres voies peuvent être empruntées pour assurer l'avenir de l'alimentation et de l'agriculture, et il convient de s'en saisir.

24. Les trois solutions forestières sont parfaitement en phase avec la Déclaration des dirigeants réunis à Glasgow sur les forêts et l'utilisation des terres, qui a été signée par plus de 140 pays en vue d'éliminer les pertes forestières d'ici 2030 et de soutenir la restauration et la gestion durable des forêts. Elles permettront de soutenir la réalisation des engagements pris par les dirigeants. Par ailleurs, des contributions à hauteur de plus de 20 milliards d'USD ont été annoncées lors de la Conférence des Nations Unies sur les changements climatiques tenue à Glasgow, notamment aux fins de la restauration des terres dégradées, de la lutte contre les incendies de forêts et de la promotion des droits des peuples autochtones et des communautés locales.

25. Le Cadre stratégique de la FAO 2022-2031 repose sur les principes des quatre améliorations – *de la production, de la nutrition, de l'environnement et des conditions de vie* – en ne laissant personne de côté. La FAO a également élaboré une vision pour des systèmes agroalimentaires durables, fondée sur cinq principes et 20 actions liées entre elles, applicables dans tous les secteurs et à différentes échelles.

26. La FAO s'est engagée à aider les Membres à intensifier les efforts qu'ils déploient pour reconstruire en mieux et de manière plus écologique afin de rendre les systèmes agroalimentaires plus efficaces, plus inclusifs, plus résilients et plus durables, et à faire fond sur le potentiel que recèlent les trois solutions forestières pour soutenir ces efforts, en augmentant les investissements et en assurant une mise en œuvre efficace, en étroite collaboration avec les partenaires. En plaçant les objectifs de développement durable et les 20 domaines prioritaires du programme (DPP) au cœur de son action, la Division des forêts a inscrit les trois solutions forestières au rang de ses principales priorités de travail, en les étayant par des données, des statistiques et des analyses, ainsi que d'autres fonctions transversales.

27. Les programmes et initiatives à grande échelle menés sur le terrain, axés sur ces principaux domaines de travail et auxquels la FAO participe activement, sont notamment: le Programme de collaboration des Nations Unies sur la réduction des émissions liées à la déforestation et à la dégradation des forêts dans les pays en développement (Programme ONU-REDD); les programmes d'impact du Fonds pour l'environnement mondial (FEM) sur la gestion durable des terres arides, ainsi que sur les systèmes alimentaires et l'utilisation et la restauration des terres; le Programme pour l'application des réglementations forestières, la gouvernance et les échanges commerciaux; le Mécanisme Forêts & Paysans; le Programme de gestion durable de la faune sauvage; l'initiative «Du bois durable pour un monde durable»; le Mécanisme de restauration des forêts et des paysages ainsi que la Décennie des Nations Unies pour l'agriculture familiale.

28. Bien que des publications récentes et des études réalisées sur demande aient fourni des éléments complémentaires, la présente édition de *La Situation des forêts du monde* a permis de mettre en évidence d'importantes lacunes au niveau des données concernant les estimations du potentiel que recèlent les trois solutions forestières, en termes de réduction des émissions de gaz à effet de serre et de contribution à la réalisation des objectifs internationaux relatifs au climat, à la biodiversité et au développement.